



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

MARCHE

N° DREETS-ARA-SESE-POLE T-2021-001

référence sur PLACE : dreets-ara-sese-pole-t-2021-01

Passé en application de l'article L.1111-1 et suivants du code de la commande publique

Relatif à la fourniture d'une prestation de service portant sur la mise en œuvre d'une enquête en ligne et téléphonique et la constitution d'une base de données dans le cadre d'une étude sur les pratiques des comités sociaux et économiques des entreprises de 50 à 299 salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de santé, sécurité et conditions de travail

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Le présent RC comprend 8 pages

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PRESENTATION GENERALE DU MARCHE A ATTRIBUER	3
1.1 Type de marché et allotissement.....	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Forme du marché	3
1.4 Durée du marché	3
1.5 Montants et établissement des prix du marché	3
1.6 Mode de financement du marché	3
1.7 Lieu d'exécution	3
ARTICLE 2 : MODE DE CONSULTATION ET PUBLICITE	4
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
4.1. Dossier relatif à la candidature.....	4
4.2. Dossier relatif à l'offre.....	5
4.3. Signature de l'offre	6
4.4. Date limite de réception des candidatures et offres	7
ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES ET VARIANTES	7
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	8

ARTICLE 1 : PRESENTATION GENERALE DU MARCHE A ATTRIBUER

1.1 Type de marché et allotissement

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Il n'est pas alloti en raison de l'homogénéité des prestations demandées.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une prestation de service portant sur la mise en œuvre d'une enquête en ligne et téléphonique et la constitution d'une base de données dans le cadre d'une étude sur les pratiques des comités sociaux et économiques des entreprises de 50 à 299 salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de santé, sécurité et conditions de travail, pour les services de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) Auvergne-Rhône-Alpes.

Il s'agit d'assurer d'une part l'administration de questionnaires en ligne et par téléphone dans des conditions d'anonymat en accord avec les recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et, d'autre part, la constitution d'une base de données non nominative issue des réponses obtenues lors de l'administration des questionnaires.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

1.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 6 mois.

Il pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article 12 du cahier des clauses particulières (CCP).

La date prévisionnelle de démarrage des prestations (réunion de lancement) est fixée *a minima* au 15/09/2021 (cette date sera peut-être amenée à évoluer).

1.5 Montants et établissement des prix du marché

Le présent marché est traité à prix mixte. La décomposition des prix est détaillée dans l'annexe financière.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

1.6 Mode de financement du marché

Le présent marché sera financé à partir de ressources issues du budget de l'Etat et imputé sur :

Mission interministérielle TB Travail et emploi – Programme 155

Sous blocs TPE :	Etudes, statistique, évaluation et recherche
Libellé activité :	Production d'études – Etudes et statistiques – SESE
Code activité :	0155 06 02 01 01

Et

Mission interministérielle TB Travail et emploi – Programme 111

Sous blocs TPE :	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
Libellé activité :	Dialogue et démocratie sociale
Code activité :	0111 00 00 00 31

1.7 Lieu d'exécution

Les travaux de passation du questionnaire en ligne et par téléphone seront exécutés dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 2 : MODE DE CONSULTATION ET PUBLICITE

En application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, le mode de consultation retenu est une procédure adaptée. Une procédure adaptée est une procédure par laquelle l'acheteur définit librement les modalités de passation du marché, dans le respect des principes de la commande publique.

En application de l'article R.2131-12 du code de la commande publique, les modalités de publicité de ce marché sont librement adaptées en fonction de ses caractéristiques, notamment de son montant et de la nature des services en cause.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- le présent règlement de la consultation ;
- le cahier des clauses particulières (CCP)
- l'annexe financière ;
- le projet d'acte d'engagement (ATTRI1).

En plus de ces éléments sont également fournis les imprimés DC1 et DC2 pour la constitution du dossier de candidature, ainsi que le DC4 pour la déclaration éventuelle de sous-traitant.

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr.

ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

En application des articles R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur souhaite, à l'exclusion de tout autre moyen, la transmission des candidatures et des offres par voie électronique sur son profil acheteur (plateforme des achats de l'état) à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les documents déposés sur la plateforme des achats de l'état relatifs au marché sont rédigés en Français ou, le cas échéant, accompagnés de leur traduction en Français.

4.1. Dossier relatif à la candidature

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) :

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises>

Candidature hors DUME :

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

Situation juridique

1. L'imprimé lettre de candidature (formulaire DC1) dûment complété et signé par une personne ayant la qualité pour engager la société ;
2. Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
3. Les attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
4. la déclaration du candidat (formulaire DC2)

Capacité professionnelle et capacité technique

5. la description sommaire des moyens techniques de la société permettant à la personne publique de s'assurer que l'entreprise a la capacité technique de fournir la prestation : matériels, effectifs, environnement...
6. les candidats fournissent :
 - soit au minimum trois références détaillées, datées de moins de 3 ans, relatives à des prestations de nature comparable, précisant le contexte, la durée, le montant et l'ampleur des prestations ; pour l'ensemble des références demandées ci-dessus, coordonnées de l'interlocuteur client,
 - soit des certificats de qualification professionnelle permettant d'attester de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

En cas de groupement sur ces références, la part effectuée par chacun des membres du groupement sera indiquée.

En cas de **groupement**, l'ensemble des documents réclamés ci-dessus seront fournis par chaque membre du groupement en plus de ceux fournis par le mandataire (à l'exception du DC1 unique et signé par chacun des membres).

En cas de sous-traitance et pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit compléter le formulaire DC4 et le faire signer par le sous-traitant.

4.2. Dossier relatif à l'offre

L'offre sera constituée de :

1. l'offre technique revêtue du cachet de la société et de la signature de la personne habilitée à engager la société, celle-ci devant contenir notamment les éléments suivants :
 - compréhension de la commande ;
 - description précise des différentes étapes de réalisation de l'enquête (entre la remise du fichier nominatif des entreprises à interroger et la remise du fichier consolidé anonymisé contenant les données) appuyé par un calendrier prévisionnel de réalisation de l'enquête ;
 - présentation des méthodes, et de l'organisation du travail : plages journalières et horaires de passation du questionnaire, avec possibilités d'aménagement en fonction des besoins, relances, contrôles de cohérence et débriefings avec les enquêteurs, type et format des documents restitués ;
 - moyens matériels et outils d'enquête ;
 - présentation de la ou des personne(s) responsable(s) de la mise en œuvre de l'enquête ;
 - inventaire précis des moyens humains qui seront utilisés pour mener à bien la réalisation de l'enquête : qualification et stabilité des personnes qui travailleront sur le projet, références du prestataire dans ce type de projet et expériences acquises dans le domaine ;
 - présentation détaillée par postes de dépenses ;
 - description des engagements du prestataire au regard des dispositions légales sur le secret statistique, la sécurité et la confidentialité des données
2. l'offre financière
3. le formulaire ATTRI 1 (acte d'engagement), complété ;
4. en cas de sous-traitance, un formulaire DC4 à compléter ;

5. un relevé d'identité postal (RIP) ou bancaire (RIB)

Tous les documents à signer doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial. Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat doit être joint aux pièces de la candidature. Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.3. Signature de l'offre

Il est rappelé que le dépôt de l'offre par le soumissionnaire sur Place l'engage pendant la durée de validité de son offre, sans qu'il soit nécessaire que son offre soit signée.

L'acte d'engagement (formulaire ATTR11 Insee) est renseigné par le soumissionnaire mais **ne sera signé qu'au moment de l'attribution du marché public, par l'attributaire et l'acheteur. Ce document doit être signé par une personne habilitée à engager la société. Le signataire fournira tout document prouvant cette habilitation (extrait K-bis, pouvoir...).**

Pièces à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le candidat peut, s'il le souhaite, transmettre ces documents avec les pièces constitutives de la candidature, **sans que leur absence soit éliminatoire.**

Le candidat retenu à l'issue de la présente procédure devra fournir en plus des documents du marché, dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la demande de la DREETS :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et arrêté du 25 mai 2016). Ces documents devront avoir été délivrés durant l'année en cours (année n) et attester d'une situation régulière au 31 décembre de l'année n-1. Le candidat établi dans un autre Etat autre que la France produira un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administration compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Un extrait Kbis ou l'un des documents énumérés à l'article D.8222-5 du code du travail.
- Si le candidat emploie des salariés, une déclaration sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4, R.3243-1 à R.3243-5 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- Les attestations d'assurances en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle.

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé, le marché ne peut être attribué au candidat retenu. La DREETS présente la même demande au candidat classé en second et ainsi de suite le cas échéant en suivant l'ordre de la liste.

En application des articles L.8222-1 à L.8222-3, R.8222-1 et D.8222-5 du code du travail, devront être produits tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) un document mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

4.4. Date limite de réception des candidatures et offres

La date limite de réception des candidatures et offres est fixée au **01/09/2021 à 16h00**.

Aucune candidature ni offre parvenue après cette date ne pourra être prise en compte.

ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres prévue à l'article 4.4 du présent règlement de la consultation.

Les candidats doivent répondre à la solution de base telle que décrite dans le CCP.

Les variantes ne seront pas prises en compte.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres des candidats seront jugées en fonction des critères pondérés suivants, indiqués par ordre de priorité décroissante :

1. Valeur technique de l'offre (pondération 30%)

La qualité technique de l'offre sera évaluée sur la base des éléments suivants eux-mêmes affectés de la pondération indiquée pour définir la note du présent critère :

- Moyens mis en œuvre pour assurer le maximum de répondants (actualisation des coordonnées, nombre de relances prévues, amplitude de l'interrogation, moment du temps de passation...) : pondération **35%** du 1^{er} critère
- Nombre de répondants visés : pondération **40%** du 1^{er} critère
- Pertinence du calendrier de réalisation : pondération **10%** du 1^{er} critère
- Moyens matériel et outils mis en œuvre : pondération **10%** du 1^{er} critère
- Moyens mis en œuvre pour assurer le respect des règles de confidentialité et du secret statistique : pondération **5%** du 1^{er} critère

2. Coût de la prestation (pondération 25%)

3. Moyens humains dédiés (pondération 20%)

La qualité des moyens humains dédiés dans l'offre sera évaluée sur la base des éléments suivants, eux-mêmes affectés de la pondération indiquée pour définir la note du présent critère :

- Méthode et contenu de la formation des téléenquêteurs : pondération **20%** du 3^{ème} critère
- Nombre, qualification et expérience des enquêteurs et rôle de l'équipe encadrante : pondération **30%** du 3^{ème} critère.
- Stabilité des moyens humains dédiés et exclusivité d'intervention de l'équipe de collecte sur les temps de passation prévus : pondération **20%** du 3^{ème} critère
- Références et expérience du candidat dans le domaine de l'enquête : pondération **40%** du 3^{ème} critère

4. Compréhension de la commande (pondération 15%)

5. Suivi de réalisation de la prestation (pondération 10%)

Le suivi de réalisation de la prestation sera évalué sur la base des éléments suivants eux-mêmes affectés de la pondération indiquée pour définir la note du présent critère :

- Contrôles de cohérences, suivi de l'équipe de collecte, réajustements : pondération **70%** du 5^{ème} critère
- Modalités et fréquence de la communication avec le commanditaire : pondération **30%** du 5^{ème} critère

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les pièces relatives à la candidature et à l'offre sont transmises **sur le profil acheteur de la DREETS ARA** <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence DREETS ARA–SESE–POLE T 2021-001 et conformément à la réglementation en vigueur.

référence sur PLACE : dreets-ara-sese-pole-t-2021-01

Durant la consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Tous les échanges se feront sur le profil acheteur PLACE du pouvoir adjudicateur.

Fin du document